

LES USA FORCENT LES NATIONS AFRICAINES À ADOPTER DES ALIMENTS GM, dit un nouveau rapport

JOHANNESBURG, AFRIQUE DU SUD, 23 février 2015 – D'après un nouveau rapport publié aujourd'hui, des agences états-uniennes, des sponsors comme la Fondation Gates et le géant de l'agro-industrie Monsanto essayent d'obliger des nations africaines réticentes à accepter des aliments et des cultures génétiquement modifiés (GM) qui sont chers et n'ont pas été suffisamment testés. [1]

« Les États-Unis, premier producteur mondial de produits agricoles GM, cherchent de nouveaux marchés en Afrique. La stratégie de l'administration des USA consiste à aider les pays africains à rédiger des lois sur la biosécurité qui favorisent les intérêts de l'agro-industrie au lieu de protéger les Africains contre les dangers potentiels des cultures GM », a dit Haidee Swanby, du Centre africain pour la biosécurité, auteur du rapport commandé par Les Amis de la Terre International.

Le nouveau rapport expose aussi la manière dont le géant agro-industriel Monsanto influence sur la législation des pays africains en matière de biosécurité, obtient l'approbation de certains produits et fraie la voie à d'autres produits comme le maïs GM.

Seuls quatre pays africains – l'Afrique du Sud, l'Égypte, le Burkina Faso et le Soudan – ont autorisé la commercialisation de produits agricoles GM, mais la question du maïs génétiquement modifié est fortement controversée, du fait que cette céréale est la nourriture de base de millions d'Africains.

À la différence de l'Europe et d'autres régions qui appliquent des lois de biosécurité strictes depuis des années, la plupart des pays africains n'ont pas de législation dans ce domaine : ceux qui possèdent un cadre juridique approprié ne sont que sept.

« Les gouvernements africains doivent protéger leurs citoyens, et nos droits doivent être respectés. En matière de biosécurité, nous méritons le même niveau de protection que les citoyens européens », a dit Mariann Bassegy Orovwuje, des Amis de la Terre Nigeria.

Au plan mondial, la commercialisation des produits agricoles GM s'est vue fortement limitée au cours de la dernière décennie par les lois et les réglementations de biosécurité, et les consommateurs de nombreux pays, surtout européens, ont rejeté catégoriquement les cultures et les aliments GM.

« Les agriculteurs sud-africains ont plus de 16 années d'expérience dans la culture du maïs, du soja et du coton GM, mais la promesse que ces produits allaient résoudre le problème de la sécurité alimentaire n'a pas été tenue. En fait, la sécurité alimentaire sud-africaine serait en train de diminuer ; l'insécurité alimentaire atteint aujourd'hui presque la moitié du pays, malgré le fait que celui-ci exporte du maïs », a dit Haidee Swanby du Centre africain pour la biosécurité.

« L'expérience sud-africaine confirme que les cultures GM ne bénéficient qu'à un petit nombre d'agriculteurs qui disposent de bonnes ressources. La grande majorité des agriculteurs africains ne peuvent pas se permettre d'adopter des cultures onéreuses qui, pour atteindre un bon rendement, ont besoin de produits polluants comme les fertilisants synthétiques et autres produits chimiques », a-t-elle ajouté.

Du 24 au 27 février 2015, des délégués des Amis de la Terre seront présents au Forum international sur l'agro-écologie qui aura lieu au Centre Nyéléni de Sélingué, au Mali. [2]

Les organisations qui participeront au forum en représentation de millions de petits producteurs d'aliments pensent que, loin d'être une solution, les produits agricoles génétiquement modifiés concourent aux crises de la faim, du climat et de la biodiversité auxquelles le monde est confronté.

En mars 2011, le rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter, publia le rapport 'Agro-écologie et droit à l'alimentation' ; celui-ci démontre que l'agro-écologie, si elle est convenablement soutenue, peut faire doubler la production d'aliments de régions entières dans un délai de 10 ans, tout en atténuant le changement climatique et la pauvreté en milieu rural.

Le rapport critique les méthodes et les technologies agricoles industrielles telles que les semences brevetées, les fertilisants, les pesticides et les cultures génétiquement modifiées. [3]

Les méthodes de production agro-écologiques, la liberté des petits producteurs de planter et d'échanger leurs semences, et les marchés locaux solides ont été reconnus comme les meilleurs moyens de nourrir les populations et de protéger la planète. [4]

POUR DAVANTAGE D'INFORMATION s'adresser (en anglais) à :

Mariann Bassey Orovwuje, Friends of the Earth Nigeria : +234 703 44 95 940 ou mariann@eration.org.

Haidee Swanby, African Centre for Biosafety, +27(0)82 459 8548 ou haidee@acbio.org.za

NOTES À L'INTENTION DES RÉDACTEURS

[1] Le nouveau rapport, « Qui tire profit des cultures GM? L'expansion des intérêts agro-industriels en Afrique grâce à la politique de biosécurité » est mis sous embargo jusqu'au 23 février 2015, mais les membres des médias peuvent le voir à l'avance à l'adresse <http://www.foei.org/wp-content/uploads/2015/02/qui-tire-profit-des-cultures-gm.pdf>

[2] Le forum est organisé par la Coordination nationale des organisations paysannes du Mali (CNOP), l'International Indian Treaty Council (IITC), La Vía Campesina (LVC), More and Better (MaB), le Movimiento Agroecológico de América Latina y el Caribe (MAELA), le Réseau des organisations paysannes et des producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), le World Forum of Fish Harvesters and Fishworkers (WFF), le World Forum of Fisher Peoples (WFFP) et la World Alliance of Mobile Indigenous Peoples (WAMIP).

[3] Pour en savoir plus, lire le rapport 2011 de l'ONU, 'Agro-écologie et droit à l'alimentation', à l'adresse http://www.srfood.org/images/stories/pdf/officialreports/20110308_a-hrc-16-49_agroecology_fr.pdf.

[4] En avril 2008, une étude menée par 400 scientifiques de diverses disciplines et plusieurs organisations internationales, dénommée IAASTD (*International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development*), conclut que l'agro-écologie, le commerce local et le soutien des petits agriculteurs sont les meilleurs moyens de combattre la faim et la pauvreté. Pour davantage d'information sur cette évaluation voir <http://www.unep.org/dewa/Assessments/Ecosystems/IAASTD/tabid/105853/Default.aspx>

ANTÉCÉDENTS

Du moment que les organismes génétiquement modifiés peuvent avoir des effets adverses sur la santé humaine et environnementale, un accord mondial, connu sous le nom de Protocole de Cartagena sur la biosécurité, fut mis en place pour « assurer un degré adéquat de protection pour le transfert, la manipulation et l'utilisation sans danger » des organismes GM. Le protocole est en vigueur depuis septembre 2003.

Des cadres juridiques sont nécessaires pour commercialiser des produits agricoles GM mais, suivant la manière dont ces cadres sont conçus, ils peuvent aussi bien encourager une évaluation rigoureuse de la sécurité et la protection de l'environnement, de la santé et du bien-être socio-économique que favoriser l'introduction d'organismes GM avec un minimum de contrôles de sécurité ; cette dernière option est celle que l'administration et les lobbys des États-Unis essaient de promouvoir.

L'administration états-unienne a longtemps lutté contre l'adoption d'un protocole efficace sur la biosécurité et, lorsque celui-ci est entré en vigueur, elle a commencé à faire pression sur les institutions et les gouvernements africains (entre autres) pour qu'ils acceptent les organismes GM avec un minimum de contrôle de la biosécurité.

Par exemple, l'agence gouvernementale USAID aide les Communautés économiques régionales d'Afrique à formuler des politiques qui visent non pas à assurer la biosécurité mais à en limiter la réglementation, considérée comme une barrière au commerce régional des aliments et cultures GM.

Or, le Protocole de biosécurité dit clairement que les produits des nouvelles technologies doivent être fondés sur le principe de précaution et permettre aux pays en développement de peser le pour et le contre de la santé humaine et des bénéfices économiques.

L'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique, un réseau panafricain de la société civile, vient de condamner sans ambages les directives financées par l'USAID et formulées par le COMESA (Marché commun pour l'Afrique orientale et australe). L'Alliance a déclaré que « la politique du COMESA encourage agressivement la prolifération généralisée des organismes GM dans le continent africain au moyen des plantations commerciales, de l'importation de matières premières et de l'aide alimentaire, et elle fait fi de la législation internationale sur la biosécurité ».

L'USAID a apporté les fonds nécessaires à la mise en œuvre du projet de COMESA 'Approche régionale à la politique en matière de biotechnologie et de biosécurité en Afrique orientale et australe (RABESA), chargé de développer un mécanisme pour réglementer la biosécurité dans la région.

Les Africains ont encore la possibilité d'exiger de leurs gouvernements l'adoption de politiques qui favorisent et protègent les millions de petits producteurs de produits vivriers qui nourrissent à l'heure actuelle le continent.

L'Union africaine a rédigé et vient d'approuver un Modèle de Loi de biosécurité qui pourrait contribuer à l'adoption dans toute l'Afrique de régimes juridiques de sécurité plus rigoureux.

(FIN)